

PV Séance CFU du SITG

18 octobre 2006, Salle Galileo

Participants

BBA	Bertrand Barbey	DT/DCMO
JB	Jacques Binz	Ville de Genève-URB
MCA	Matteo Castoldi	CERN
MCH	Marc Chevalley	ACG
CDA	Carol Daverio	DF/OCSTAT
JDP	Jacques Du Pasquier	GEDEC/DT
HDU	Henrich Duriaux	DT/DCMO
HGU	Hervé Guinand (SIG – Les Cheneviers)	
DGA	Delphine Galliard	DT/FTI
DHA	Dominique Hausser	OT
RFA	Rodolphe Farni	SIG-SP
MKE	Markus Kessler	DT/SSIG
RLA	Régis Larue	ACG - PLO
MLI	Martine Lilla	DSE/OCIRT
JLL	Jean-Louis Lods	DT/DomEau
PMA	Philippe Maag	Commune de Meyrin
AMA	Alain Mathez	DCTI/DPC
MME	Michel Meyer	DT/SCG
PMI	Philippe Minier	DT/SSIG
FMU	François Mumenthaler	DT/SSIG
POE	Pascal Oehrli	DT/SSIG
VOR	Véronique Ortnier	OFEV
JPR	Jean-Philippe Richard	UNEP/DEWA/GRID, auteur du procès-verbal
DRI	Daniel Rinolfi	DT/SAGE
ESP	Emile Spierer	DT/ScanE
AST	Andrea Stüssi	DT/DAT
ASU	Alberto Susini	DSE/OCIRT, Président de la CFU
MTE	Michel Terrond	DT/SSIG
LWA	Laurent Wannaz	DT/SEC
SWE	Simon Wermelinger	DT/DAT
AVI	Anne-Marie Viaccoz	DCTI/SMS
GWI	Gérard Widmer	DT/OCM
NWY	Nicolas Wyler	Ville de Genève-CJB
BZU	Bernard Zurbrugg	TPG
LNI	Laurent Niggeler	DT/DCMO
MLE	Mario Levental	DT/SPBR

Excusés

Hugues Martin (SIG), Hy Dao (UNEP/DEWA/GRID), Fabien Ducry (DCTI); Martine Voutaz-Thomas (AIG), Sophie Meisser (GEDEC), O. Reuland (SSIG/DT), V. Delley (DES/DGS), P. Aebischer (SIG), P. Genoud (OT), P. Gygli (AIG), P. Kunz (SCPA), J. Fernandez (DES), I. Fischer (Ville GE), P. Helfer (AIG), A. Margand (SEIE), M. Grisard (CTI)

Résumé :

- Présentation sur la gestion des bâtiments
- Présentation sur l'identification des logements.
- ENVIROCAT

Actions à prendre :

Actions	Responsable	Délai	Statut
Établir le calendrier et les thèmes des séances de la CFU pour 2007	Bureau CFU	01.12.06	

Prochaines séances :

22 Novembre 2006, 10h30	Salle Galileo	- La gestion de la 3D (L. Niggeler et A. Vieira de Mello) - NUD (V. Ortner) - Geocat (M. Terrond)
-------------------------	---------------	---

Adoption du PV

Le procès-verbal de la dernière séance a été accepté avec une correction du nom de la personne ayant proposé de faire une présentation sur le cadastre du sous-sol (M. Luyet en lieu et place de M. Stüssi).

Présentation sur la gestion des bâtiments

LNI a présenté la nouvelle gestion des bâtiments au niveau cantonal basée sur le Registre fédéral des bâtiments et des logements (RegBL). Ce registre a pour but de recueillir les fichiers administratifs et moderniser les relevés statistiques dans le domaine. A cette fin, un identifiant unique au niveau national pour les logements (EWID) et les bâtiments (EGID) est utilisé. Le fait d'avoir un référentiel commun et des attributs communs facilitera les comparaisons intercantionales et l'établissement des statistiques. La question des bâtiments sans adresse devrait également être résolue. En effet, tout bâtiment sans adresse (annexe, garage, entrepôt, hangar, etc.) devra être localisé et regroupé à un bâtiment principal de référence. Ceci permettra, par exemple, d'avoir une adresse de référence pour un bâtiment dans lequel on sait que des matières dangereuses sont entreposées.

Par bâtiment, on entend toute construction durable, ancrée au sol et utilisée pour l'habitat, le travail, la formation, la culture ou le sport. Dorénavant, l'identification par bâtiment "EGID" permettra de pouvoir suivre l'historique d'un bâtiment. Unique, cet identifiant n'a plus de lien avec la commune (aujourd'hui le numéro d'identification contient le code de la commune). En cas de démolition, le numéro reste attribué pour l'archivage. Ceci permet de pouvoir suivre le cycle de vie d'un bâtiment: du pré-projet (PLQ, le numéro est réservé par la DCMO), en passant par l'autorisation, la construction, le construit (cadastré), au suivi de transformation éventuelle, et finalement à la destruction (archivage).

La précision actuelle est de 1 à 2 mètres et concerne que les bâtiments hors-sol. Les bâtiments sont considérés comme des carrés ou des rectangles.

Par rapport à aujourd'hui, plus d'informations seront enregistrées: concernant le sous-sol, les modifications (polygone complet) et le cas des annexes sans adresse. En outre, la hauteur moyenne du bâtiment sera donnée, ce qui permettra d'améliorer les visualisations 3D des bâtiments.

Question : Le numéro attribué sur un projet de bâtiment est donc perdu si le projet ne se concrétise pas?

LNI: oui, mais ce n'est pas grave. De plus, on sait que 98% des projets sont réalisés dans les 5 à 7 ans qui suivent la demande.

ORE: Et si l'autorisation est refusée c'est quand même archivé?

LNI: oui.

MME: Y a-t-il un lien entre le cadastre du sous-sol et celui du sol?

MTE: non, ce ne sont pas les mêmes types d'objets qui sont traités.

ASU: Y a-t-il des exceptions, par exemple au niveau de la LCI qui font que des bâtiments ne seraient pas répertoriés par le système?

LNI: Oui, par exemple, les bâtiments "sauvages" construits illégalement.

AMA: Ils pourraient être entrés dans le système, mais doivent-ils l'être?

ASU: Et en ce qui concerne les bâtiments appartenant aux organisations internationales?

AMA?: Ce sont les mêmes règles de construction, par contre les visites de suivis et de contrôle ne sont pas forcément possibles.

LNI: On a des accords avec le CERN, qui nous fait parvenir les informations sur les modifications effectuées.

Question : Et pour les habitations mobiles?

CDA: Vu qu'en principe, elles n'ont pas d'ancrage au sol, elles ne sont pas cadastrées.

LNI: Il y a néanmoins des exceptions dans le cas d'infrastructures scolaires provisoires par exemple.

AMA: Dit provisoire dans l'autorisation (6 mois à 5 ans), mais de toute manière elles sont cadastrées si elles sont ancrées au sol.

Application "id logement"

CDA a présenté le cas plus spécifique des identifications pour les logements. En juin 2002, une lettre de l'Office fédérale de la statistique (OFS) a été envoyée au service informatique de l'Etat. L'OFS y expliquait que le coût du recensement prévu en 2010 devait diminuer et qu'à cette fin l'utilisation des fichiers administratifs devait être optimisée au maximum afin d'utiliser dans une moindre mesure les enquêtes auprès des citoyens.

A noter que, dans le RegBI, une géolocalisation des entreprises a été initiée en septembre 2005. L'objectif de l'identification du logement est de créer un référentiel genevois qui contienne un nombre d'informations communes (plus petit dénominateur commun), que chacun pourra ensuite compléter en fonction de ses besoins. Le but est d'harmoniser et consolider ces informations. On espère pouvoir mettre cette couche logement sur le SITG en mars 2007. Les identificateurs suisses EWID pour les logements et EGID pour les bâtiments seront utilisés. Parmi les attributs on trouvera le statut du logement (projet, démolis, etc.), le nombre de pièce ne comptant pas la cuisine afin de faciliter la comparaison avec les autres cantons, et un attribut spécifique pour la cuisine permettant de renseigner plus précisément ce point. Un attribut 'affectation' décrira aussi plus précisément le logement. La description de la surface utilisera la norme SIA416 qui est utilisée par les architectes, on aura ainsi une notion standard plus représentative d'une surface dans le cas du logement.

AMA: Pourquoi ce choix?

CDA: Cette norme est plus précise que celle demandée par l'office fédéral, elle répond mieux au besoin de l'office du logement et correspond mieux à la réalité pour les comparaisons du locatif.

Le dernier référencement des logements a été fait en 2000, sur la base d'informations données par les régisseurs et propriétaires. Mais concernant les surfaces, l'information n'a pas été fournie de façon homogène, chacun utilisant une méthode différente de mesure pour la surface. Actuellement les chiffres que nous avons sont basés sur ce référencement auquel on ajoute les nouveaux logements. Aujourd'hui, on compte 212'000 logements à Genève.

JPR: Est-ce que l'état de vétusté des logements sera décrit?

CDA: Probablement dans l'attribut 'affectation', mais ce type de question est encore en cours d'élaboration.

Le but est de rendre cela accessible tout d'abord à l'administration, puis en mars 2007 au niveau du SITG, puis dans un troisième temps aux régies et propriétaires et finalement au public.

Ce système permettra aussi une véritable pérennité de l'information relative au logement.

MTE: Est-ce que l'information sur la régie sera disponible?

CDA: La seule information pertinente a ce sujet est détenue par les SIG grâce à la gestion des compteurs électriques.

PMI: Cette information pourra être disponible, car c'est prévu dans le portail énergie. Mais attention, selon la LITAO, elle ne pourra pas être diffusée à des tiers.

ASU: Est-ce que la démarche pourra être étendue aux autres types de bâtiment, comme par exemple les locaux industriels ?

CDA: L'OFS y pense, on pourrait rajouter une nomenclature sur le type de bâtiment. Ce sera sans doute la succession logique, mais pour l'instant on se concentre sur les logements.

D'autres questions sensibles comme l'occupation des logements intéressent aussi les milieux immobiliers...

ENVIROCAT

JPR a ensuite présenté l'état des lieux annuel du catalogue ENVIROCAT. Le catalogue contient aujourd'hui près de 2'000 métadonnées dont environ 400 sont genevoises. Si le DT est le principal fournisseur genevois, la ville, le DSE et le DES ont fournis également de nombreuses informations sur les données environnementales qu'ils possèdent. Le processus de mise à jour des données genevoises débuté cet été a permis déjà de remettre à jour la moitié des métadonnées genevoises contenues. Normalement d'ici la fin d'année, il devrait être achevé. En terme de consultation, le catalogue continue sa progression avec plus de 600 visiteurs par mois, totalisant mensuellement plus de 1'000 requêtes sur l'outil de recherche plus 1'000 requêtes provenant de Geocat.

Puis, JPR a brièvement montré comment il était possible d'intégrer une recherche et/ou l'affichage des métadonnées dans une page web externe à ENVIROCAT. Ceci permettrait par exemple à un service de pouvoir mettre à disposition très facilement un moteur de recherche sur ses métadonnées ou sur les métadonnées suisses concernant un domaine métier de l'environnement particulier.

(pour plus de détail voir présentation en annexe)

Divers

CDA a remercié les personnes lui ayant déjà répondu concernant l'audit urbain de l'Union Européenne, et remercie d'avance ceux ne lui ayant pas encore envoyé de réponse de le faire dès que possible.

ASU: Pourrait-on avoir une présentation sur Geocat?

PMI: On pourrait soit demandé cela au niveau de la KOSIG, soit au niveau genevois. Peut-être MTE pourrait nous faire une petite présentation sur l'état actuel au sein du SITG?

MTE: D'accord, mais c'est encore en cours...

JPR: J'en profite pour confirmer que si la passerelle Geocat/ENVIROCAT est déjà en fonctionnement depuis plus d'un an, une passerelle ENVIROCAT/Geocat devrait voir le jour en 2007.

MTE: Comme vous le savez l'IGN est maintenant partenaire officiel du SITG, ainsi des données sur l'Ain, la Haute Savoie et la région Rhône-Alpes vont être à disposition. On peut d'ailleurs mettre en annexe au PV une liste de ces nouvelles données. Elles doivent encore être reprojctées. Merci d'avance de bien respecter les règles de diffusion.

PMI: Une maquette de la liste des données IGN est en préparation par Pierre Lafontaine, et doit être validée par l'IGN avant diffusion.

HDU : Les données sont brutes et il y a environ 30 mètres de décalage, mais le choix d'un certain nombre de points de référence communs de part et d'autre de la frontière vont permettre d'améliorer cela par translation, et descendre à une précision de quelques centimètres. Restera tout de même les différences de topologie.

POE: On pourrait déjà avoir les transformations à 1.50 m?

HDU: Oui, c'est déjà disponible sur Albani.

Question: Au niveau de ces données, y a -t-il des informations jusqu'au niveau parcellaire?

PMI: Oui, sauf pour la Haute-Savoie. Car la Haute-Savoie est le dernier département devant être mis à jour au niveau national; ce processus doit se terminer à fin 2007.

ASU: Est-ce prévu que quelqu'un soit nommé par l'IGN pour participer aux CFU?

PMI: En principe oui, mais c'est en discussion... il faut qu'ils viennent de Lyon...

Autrement, comme l'a annoncé François Mumenthaler lors de la dernière CFU, le portail énergie a été accepté. On doit maintenant revoir le cahier des charges qui date de 2002 afin de le réactualiser.

Les journées du GIS Day seront organisées à Lullier avec une conférence l'après-midi, soit le 15 novembre.

A noter, que Rezonance organise à Lausanne le 15 novembre une soirée spéciale sur la géolocalisation.

La journée SITG sera organisée le 20 avril 2007 à Versoix.

RFA : En ce qui concerne le domaine routier, nous avons parfois des demandes en interne sur les questions de trottoirs et de couverture des bordures (herbeux ou goudron). Ce n'est pas disponible sur Topoweb? Est-ce prévu?

MTE: Non, c'est trop spécifique, ça n'intéresse pas le public, donc ce n'est pas prévu. Par contre, vous recevez chaque semaine la base mise à jour avec cette information.

HDU : Ce n'est pas top secret, pour nous, si il y a un besoin, on peut sortir cette information peut être sous forme de webservice.

ASU a clôturé la séance en remerciant l'assistance d'être venue et a rappelé que la prochaine séance aura lieu le 22 novembre à 10h30 et portera sur la 3D, NUD et Geocat.

Alberto Susini

Président de la CFU

Distribution : aux participants externes et aux membres de la CFU